



STB AUDIT

société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO)

46, rue des Petites Ecuries
75010 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO)

Organisation Syndicale Professionnelle

Siège social : 46, rue des Petites Ecuries
75010 PARIS

Siren : 784 312 084

Aux membres de la commission de contrôle,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Bureau, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du syndicat FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO) à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO)

Les diligences effectuées notamment sur le poste de la trésorerie, que nous avons mises en œuvre, ont permis d'apporter les conclusions satisfaisantes à nos travaux.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents du secrétariat exécutif adressés à la commission de contrôle sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO) à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat exécutif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE (FGF-FO)

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charenton-le-Pont, le 24 juillet 2025



STB AUDIT
Représentée par Romain EMARD
Commissaire aux Comptes
Associé



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	56 832	56 832		
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	56 832	56 832		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 108 115	803 654	304 461	226 358
Terrains				
Constructions	486 617	486 617		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	621 498	317 037	304 461	226 358
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	22 094		22 094	7 079
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	
Prêts	15 000		15 000	
Autres	7 079		7 079	7 079
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE	1 187 041	860 486	326 555	233 437
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	21 064		21 064	44 493
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	21 064		21 064	44 493
Valeurs mobilières de placement	1 467 818		1 467 818	1 570 548
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	200 546		200 546	116 789
Charges constatées d'avance	55 079		55 079	670
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	1 744 507		1 744 507	1 732 500
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 931 549	860 486	2 071 062	1 965 937

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Autres écarts de réévaluation		
Réserves	2 018 709	1 903 688
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 018 709	1 903 688
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	18 198	32 072
Situation nette (sous total)	2 036 907	1 935 760
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I - FONDS PROPRES	2 036 907	1 935 760
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II - FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES		
Dettes financières	126	126
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	126	126
Emprunts et dettes financières diverses		
Autres dettes	34 029	30 050
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	23 516	23 031
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 733	7 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 780	
TOTAL IV - DETTES	34 156	30 177
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	2 071 062	1 965 937

Compte de résultat

	01/01/2024 31/12/2024 12 mois	01/01/2023 31/12/2023 12 mois	Variation Absolue (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	450 452	447 508	2 943
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
<i>dont ventes de dons en nature</i>			
Ventes de prestations de service			
<i>dont parrainages</i>			
Produits de tiers financeurs	389 034	403 034	-14 000
Concours publics et subventions d'exploitation	389 034	403 034	-14 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
<i>Dont dons manuels</i>			
<i>Dont mécénats</i>			
<i>Dont legs, donations et assurances-vie</i>			
<i>Autres ressources liées à la générosité du public</i>			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 160	11 057	18 104
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits			
TOTAL I - PRODUITS D'EXPLOITATIONS	868 646	861 599	7 047
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	667 541	628 417	39 124
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	20 508	22 060	-1 552
Salaires et traitements	1 240		1 240
Charges sociales	143		143
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	52 971	43 753	9 218
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés			
Autres charges			
TOTAL II - CHARGES D'EXPLOITATION	742 402	694 229	48 172
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	126 244	167 370	-41 125
PRODUITS FINANCIERS :			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.	51 729	29 333	22 396
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions, dép. et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de VMP			
TOTAL III - PRODUITS FINANCIERS	51 729	29 333	22 396

	01/01/2024 31/12/2024 12 mois	01/01/2023 31/12/2023 12 mois	Variation Absolue (montant)
CHARGES FINANCIERES :			
Dot. aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de VMP			
TOTAL IV - CHARGES FINANCIERES			
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	51 729	29 333	22 396
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	177 974	196 703	-18 729
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	0		0
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dép. et transferts de charges			
TOTAL V - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0		0
CHARGES EXCEPTIONNELLES :			
Sur opérations de gestion	153 187	157 612	-4 425
Sur opérations en capital			
Dot. aux amortissements, dépréciations et provisions			
TOTAL VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES	153 187	157 612	-4 425
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-153 187	-157 612	4 425
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 589	7 019	-430
Total des produits (I + III + V)	920 376	890 933	29 443
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	902 179	858 861	43 318
EXCEDENT OU DEFICIT de l'exercice	18 198	32 072	-13 874

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Faits caractéristiques

Le bilan du syndicat avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, présente un total de 2 071 062,18 euros.
Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat global de 18 197,72 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui comprennent, conformément à l'article L.123-12 du Code de commerce, le bilan, le compte de résultat et une annexe.

Autres faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

Evènements postérieurs à l'exercice

La FO-FGF a organisé son 24ème congrès en mars 2025. Il a été à cette occasion dressé un bilan de ses actions sur les 4 dernières années et défini ses orientations pour les 4 prochaines années.

Pour rappel, il est provisionné chaque année en "Réserves pluriannuels congrès" un quart du cout du précédent congrès afin de financer le prochain.

Au 31/12/2024, les réserves dédiés au congrès 2025 s'élèvent à 131 025 €.

Règles et méthodes comptables

Objet social du syndicat, nature et périmètre des missions, moyens mis en œuvre

Objet social :

La Fédération Générale des Fonctionnaires Force Ouvrière (FGF-FO) a pour objet de grouper toutes les organisations syndicales Force Ouvrière de fonctionnaires de l'Etat, agents de l'Etat, ouvriers de l'état, et assimilés exerçant leurs fonctions en métropole et hors métropole et de coordonner leur action.

Nature, périmètre des missions et moyens mis en œuvre:

La Fédération Générale des Fonctionnaires Force Ouvrière (FGF-FO), rassemble et coordonne l'action des syndicats FORCE OUVRIÈRE de fonctionnaires et d'agents publics de l'Etat et de ses établissements publics, à l'exception de ceux de "La Poste" et de "France Télécom".

Elle a pour vocation principale de défendre les intérêts particuliers de ses adhérents, mais également une conception d'une Fonction publique laïque et Républicaine.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés selon les modalités définies par le Code du commerce et en respectant le règlement n°2018-06 ainsi que ses compléments 2020-08 et 2021-02, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que le règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 afférent aux règles comptables des organisations syndicales.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 20 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Stocks

Les stocks sont calculés à leur coût d'acquisition et s'appuient sur l'inventaire physique réalisé au moins une fois par an par le syndicat conformément à l'article L. 123-12 du Code de commerce.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges constatées d'avance

Elles concernent les charges engagées jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

Réserves

Elles concernent le cumul des excédents et déficits antérieurs enregistrés dans les comptes de réserves.

Dettes fournisseurs et autres dettes

Toutes les dettes fournisseurs et autres sont valorisées à leur valeur nominale.

Produits constatés d'avance

Ils ne concernent que les produits engagés jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

Disponibilités

Le syndicat détient trois comptes bancaires courants distincts, ainsi que deux comptes livrets, et deux comptes de placement.

Les soldes des comptes bancaires portés au bilan sont conformes à ceux figurant sur les relevés de banque, compte tenu des chevauchements dûment justifiés.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale du syndicat.

Effectif

Le syndicat emploie une apprentie au 31/12/2024.

Engagements financiers et sûretés réelles données et reçues

- Engagements reçus : Néant
- Engagements donnés : Néant

Informations qualitatives sur les contributions en nature

- Contributions en travail (nombre de personnes mises à disposition, fonction et durée) : Néant
- Contributions en biens (nature et identification des biens) : néant
- Contributions en services (mise à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services) : néant

L'article 211-2 du règlement 2018-06 de l'ANC mentionne que les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;

- L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Ainsi conformément à l'article 211-2 du règlement 2018-06, il est considéré que la nature et l'importance des mises à disposition de locaux ne sont pas essentiels à la compréhension de l'activité de la Fédération et ne sont donc pas valorisées et comptabilisées. Concernant le bénévolat, la Fédération n'est pas en mesure d'en effectuer le recensement et la valorisation. Ainsi conformément à l'article 211-2 du règlement 2018-06, les contributions en travail ne sont pas valorisées et comptabilisées.

Transactions réalisées par le syndicat à des conditions non habituelles

Le syndicat n'a réalisé aucune transaction durant l'exercice relevant de cette catégorie. Toutes les transactions ont été réalisées à des conditions normales.

Concours publics et subventions reçues

Conformément à l'article 431-9 du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, les personnes morales de droit privé à but non lucratif publient en annexe de leurs comptes le détail des aides publiques qui leur ont été octroyées durant l'exercice, en distinguant les concours publics, les subventions d'investissement et d'exploitation. Elles précisent alors l'autorité administrative à l'origine de chacune de ces aides (état, collectivités territoriales etc.).

Au titre de l'exercice, le syndicat n'a bénéficié d'aucun concours public ni de subvention de ce type.

Fait générateur des cotisations

Le fait générateur de la cotisation (sa comptabilisation) est constaté lors de l'encaissement effectif de la cotisation.

Contrôle par le syndicat d'une ou plusieurs personnes morales

Selon l'article L.2135-2 du Code du travail les syndicats professionnels et leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs qui contrôlent une ou plusieurs personnes morales au sens de l'article L.233-16 du code de commerce, sans entretenir avec elles de lien d'adhésion ou d'affiliation, sont tenus,

a) Soit d'établir des comptes consolidés

b) Soit de fournir, en annexe à leurs propres comptes, les comptes de ces personnes morales, ainsi qu'une information sur la nature du lien de contrôle. Dans ce cas, les comptes de ces personnes morales doivent avoir fait l'objet d'un contrôle légal.

Au cas d'espèce le syndicat n'entretient pas de relation de contrôle de ce type avec un tiers.

Fonds dédiés aux contributions publiques de financement

Conformément au règlement 2009-10 de l'Autorité des Normes Comptables (article 5.1.2), le syndicat détaille en annexe les éléments relatifs aux contributions publiques de financement dont il a bénéficié. Il précise alors:

- Les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « Fonds dédiés aux contributions publiques de financement »;

- Les fonds inscrits au bilan à la clôture de l'exercice précédent, provenant de contributions de financement, et utilisés au cours de l'exercice;

- Les dépenses restant à engager, financées par des contributions et inscrites au cours de l'exercice en « Engagements à réaliser sur contributions de financement »;

- Les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices;

- L'existence de conditions résolutives liées aux contributions publiques de financement;

Néant.

Provisions au titre des actions de solidarité du syndicat

Conformément au règlement 2009-10 de l'Autorité des Normes Comptables (article 5.1.3), le syndicat détaille en annexe les éléments relatifs aux provisions pour actions de solidarité. Il précise alors:

- Les modalités de constitution des provisions dotées au cours de l'exercice, en précisant la qualité des bénéficiaires prévus par les statuts par grande catégorie d'action;
 - Les modalités de reprise sur l'exercice en distinguant les montants utilisés et non utilisés par grande catégorie d'action;
 - Les variations de ces provisions en distinguant les montants à l'ouverture et à la clôture ainsi que les variations de l'exercice par grande catégorie d'action;
- Néant.**

Frais d'organisation des évènements pluriannuels

Le syndicat a opté pour l'étalement des frais d'organisation des évènements pluriannuels qui lui incombe, à savoir le congrès national, le conseil fédéral, et les élections professionnelles.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	56 832			56 832
Immobilisations incorporelles	56 832			56 832
- Terrains				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Constructions sur sol propre	486 617			486 617
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements, aménagements divers	436 884	117 819		554 703
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	53 540	13 255		66 795
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	977 042	131 074		1 108 115
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés		15		15
- Prêts et autres immobilisations financières	7 079	15 000		22 079
Immobilisations financières	7 079	15 015		22 094
Total	1 040 953	146 089		1 187 041

Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	56 832			56 832
Immobilisations incorporelles	56 832			56 832
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	486 617			486 617
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements, aménagements divers	229 312	40 932		270 243
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 755	12 039		46 794
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	750 684	52 971		803 654
Total	807 516	52 971		860 486

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 98 222,28 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	15 000	15 000	
Autres	7 079	7 079	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	21 064	21 064	
Charges constatées d'avance	55 079	55 079	
Total	98 222	98 222	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

En l'absence de solde antérieur et de mouvement sur l'exercice, nous ne présentons pas ce tableau.

Fonds syndicaux

Tableau de variation des fonds propres du syndicat

Variations des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 903 688		115 021		2 018 709
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	32 072	-32 072	18 198		18 198
Situation nette	1 935 760	-32 072	133 219		2 018 709

Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Total	1 935 760	-32 072	133 219	2 036 907

Provisions

Tableau des provisions

En l'absence de solde antérieur et de mouvement sur l'exercice, nous ne présentons pas ce tableau.

Néant.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 34 024,46 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	126	126		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 516	23 516		
Dettes fiscales et sociales	6 602	6 602		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	3 780	3 780		
Total	34 024	34 024		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associées				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues STB honoraires 2024	6 000
Factures non parvenues Secafi Expertise honoraires 2024	10 800
Factures non parvenues SNCF 2024	70
Factures non parvenues EDF 2024	196
Factures non parvenues Baiklee 2024	112
Factures non parvenues Esso 2024	83
Factures non parvenues RATP 2024	35
Factures non parvenues Trivec 2024	113
Factures non parvenues Château d'eau 2024	248
Factures non parvenues Château d'eau 2024	296
Factures non parvenues Imprimerie Vincent 2024	2 626
Factures non parvenues Soubirou 11/2024	264
Factures non parvenues Soubirou 12/2024	264
Factures non parvenues SNTMA formation 2024	2 410
Provision congés payés	119
Provision charges sur congés payés	12
Total	23 648

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance Acteur public 2025	420		
Charges constatées d'avance Acteur public 2025	960		
Charges constatées d'avance Acteur public 2025	62		
Charges constatées d'avance Echos 2025	283		
Charges constatées d'avance LM Communication congrès 2025	20 443		
Charges constatées d'avance Cifo 1T2025	8 002		
Charges constatées d'avance Congrès 2025	24 909		
Total	55 079		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels
Produits constatés d'avance Congrès 2025	3 780		
Total	3 780		

Tableau des ressources

En application de l'article L. 2135-1 du Code du travail et du règlement 2009-10 article 5.1.1 de l'Autorité des Normes Comptables, les syndicats sont tenus de calculer le montant de leur ressources afin d'être en mesure de connaître leur champ des obligations comptables et juridiques qui leur incombe.

Sont pris en compte pour le calcul des ressources le montant des subventions, des produits de toute nature liés à l'activité courante, des produits financiers ainsi que des cotisations. Sont toutefois déduites de ce dernier montant les cotisations éventuellement reversées, en vertu de conventions ou des statuts, à des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs, à leurs unions ou à des associations de salariés ou d'employeurs.

Tableau des ressources de l'année

Cotisations reçues	+	450 452	.
- Reversements de cotisations	-		.
+Subventions reçues	+	389 034	.
+Autres produits d'exploitation perçus	+	29 160	.
+Produits financiers perçus	+	51 729	.
Total des ressources	=	920 375	